

Rapport au CN — 25 novembre 2021

Nos initiatives sur l'emploi — Evelyne Ternant

Un temps fort de notre campagne présidentielle est dédié en cette rentrée à la question de l'emploi, en deux temps : d'abord, le lancement d'actions locales publiques par les sections et les fédérations pendant la semaine du 9 au 17 octobre, pour faire s'exprimer l'urgence de répondre aux énormes besoins d'emplois et de formation dans les territoires, avec la perspective d'aboutir à rassemblement qui fasse événement à **Paris, le 21 novembre** : un rassemblement significatif par la participation, par la variété des secteurs d'activités représentés, **et surtout par la réponse politique qui sera apportée par notre candidat**, avec des propositions qui ont vocation ensuite à être popularisées, discutées, mises en débat, complétées, car le 21 novembre n'est évidemment pas une fin mais une étape dans notre objectif d'installer la question de l'emploi et des salaires comme une des questions incontournables et structurantes du débat public des prochaines échéances électorales.

Avant d'en venir au développement concernant les modalités concrètes du déploiement de cette campagne pour l'emploi, il m'a paru utile de revenir :

- d'une part, sur pourquoi faire de l'emploi une question politique centrale ;
- d'autre part, sur comment en faire une approche qui ne soit pas simple résistance sur la défense de l'existant, mais une approche qui s'inscrive dans l'ambition transformatrice d'un projet de société émancipateur.

L'emploi est une question centrale dans l'affrontement avec le capital

La réduction des dépenses humaines est au cœur de la gestion capitaliste qui développe, en l'opposant au « travail vivant », une accumulation sans fin du capital matériel et financier, et pousse ensuite les profits pour en assurer la rentabilité. Quelques données sur l'explosion actuelle des profits : rien que sur le premier semestre 2021, 60 milliards d'euros de profits des entreprises du Cac 40, soit 41 % de plus qu'au premier semestre de 2019, la période de référence avant Covid. C'est une performance exceptionnelle. Cet argent est redistribué massivement en dividendes et rachat d'actions, c'est-à-dire dans la sphère financière : cette redistribution aux actionnaires représente en moyenne 80 % des profits du Cac 40 sur la période de 2005 à 2019 (source alter éco), avec des cas exemplaires d'entreprises comme Vivendi qui distribuent sur ces 15 années 3 fois plus que leurs profits, ou Engie 2 fois plus, grâce aux ventes de filiales !

Il résulte de cette folie une crise d'efficacité productive et de rentabilité de ce capital sur-accumulé, à laquelle la réponse capitaliste est d'accentuer toujours plus la pression sur l'emploi, les salaires et la formation, alors même que les conditions technologiques actuelles, avec la révolution informationnelle, requièrent une part croissante d'opérations intellectuelles et un développement sans précédent des capacités humaines. Tel est le fond de la crise systémique d'une économie dominée par la logique du capital.

Derrière les rodomontades de Bruno Le Maire sur l'ampleur de la reprise et sur la réduction du taux de chômage, la réalité est tout autre. Ce qu'on appelle le « halo du chômage », c'est-à-dire les chômeurs qui ne cochent pas toutes les cases exigées pour entrer dans la catégorie officielle du chômage au sens du BIT, est évalué statistiquement par l'Insee : cela représente 6% de la population active. On est donc à $8 + 6 = 14$ % de chômage effectif. Si l'on ajoute les personnes recensées en temps partiel contraint, qui est à 8,2 %, on est à plus 21 % de la population active en non-emploi ou sous-emploi. Un phénomène massif !

Derrière les discours sur la réindustrialisation et la souveraineté économique, les stratégies actuelles du capital accélèrent en réalité la désindustrialisation du pays : des capacités productives et des compétences humaines sont en train d'être mises hors jeu, de façon peut être irréversible, ce qui obère l'avenir, en particulier la prise à bras le corps de la transition écologique, quand bien même les restructurations en cours prétendent être dictées par des considérations écologiques. L'exemple de la filière automobile est éclairant. Les deux constructeurs Renault et Stellantis-Peugeot réduisent massivement les fonctions d'ingénierie et de R&D, démantèlent la sous-traitance en France, comme le secteur de la fonderie, se justifiant par la rupture technologique vers le moteur tout électrique (qui mérite d'ailleurs d'être discutée au sein du parti). Or, ces décisions vont précisément empêcher d'assumer dans de bonnes conditions les évolutions technologiques dans notre pays. On peut aussi citer l'énergie, avec le démantèlement briques par briques opéré par GE, qui est un souci majeur pour l'avenir industriel de cette filière, même si EDF récupère un morceau de la filiale nucléaire.

Les risques financiers sur les PME et TPE vont se révéler brutalement avec le remboursement des PGE (prêts garantis de l'État) en fin d'année, qui concernent 675 000 d'entre-elles. Le cabinet Asteres estime à 250 000 le nombre d'emplois directement menacés. Le pouvoir fera tout pour en différer et atténuer les effets jusqu'à l'élection présidentielle, mais nous devons être lucides et vigilants sur le coup de massue qui se prépare.

Le manque d'emplois asphyxie également les services publics dont les besoins sont croissants, non seulement pour assurer la qualité de vie des personnes, mais aussi pour améliorer l'efficacité économique et sociale pour l'ensemble de la société. Or aujourd'hui, une fois tournée la page du « quoiqu'il en coûte », c'est une austérité aggravée et planifiée sur cinq ans qui est à l'ordre du jour, à tous les niveaux d'organisation politique : européen, national, régional, avec des effets induits considérables sur les services publics.

La question de l'emploi est donc au cœur de l'affrontement de classe, c'est une question politique majeure puisqu'elle implique partout, dans le secteur privé comme dans le secteur public, d'inverser la logique dominante qui fait de l'emploi la résultante éventuelle des décisions d'investissement guidées par la rentabilité, alors que l'urgence est d'inverser le lien de causalité, en faisant de l'emploi, la formation, la recherche la priorité pour répondre aux besoins et l'investissement seulement un moyen.

Comment aborder l'emploi avec la perspective d'un projet d'émancipation ?

Politiser la question de l'emploi, c'est ne pas s'en tenir à l'aspect revendicatif des exigences actuelles, mais appréhender l'emploi comme un levier de sortie des crises sociale, écologique,

sociétale, démocratique. C'est aussi se projeter au-delà des formes aliénantes de l'emploi dans le capitalisme pour mettre en perspective des rapports sociaux libérés des dominations, subordinations, et violences qui s'exercent aujourd'hui sur le lieu de travail.

Cela implique de prendre en compte toutes les exigences qui montent de la société, par des liens étroits évidemment avec le mouvement social, mais aussi avec le tissu associatif qui porte des exigences de changement spécifiques, comme les associations de chômeurs, les associations écologistes, féministes, anti discriminations, humanitaires, etc. C'est ainsi que l'on décroisonnera le sujet de l'emploi, qu'on le sortira de l'enfermement marchand dans lequel les rapports capitalistes le contiennent pour en faire le sujet d'un projet de société,

L'emploi que nous défendons, c'est naturellement un emploi non précaire, doté de droits, d'un statut, que l'auto-entrepreneuriat et l'ubérisation laminent. Il y a là un grand sujet d'unification du salariat.

Avec l'emploi, nous posons bien sûr la question du pouvoir d'achat devenu, avec la montée de l'inflation, un sujet de préoccupation majeure de nos concitoyens. L'existence de travailleurs pauvres est intolérable, l'exigence d'une revalorisation des salaires est impérieuse.

La bataille pour l'emploi et les salaires, c'est aussi la bataille pour la cotisation sociale, donc pour le financement de la protection sociale, dont les pensions, qu'il est urgent d'augmenter.

Avec l'emploi, enfin, nous posons l'impératif d'un énorme développement de la formation, d'une élévation des qualifications pour répondre aux immenses besoins sociaux et écologiques.

Mais l'emploi, sous les rapports capitalistes, c'est l'exploitation, ce sont des conditions de travail souvent éprouvantes, de la souffrance, la perte de sens et la déshumanisation du travail. La logique destructrice des méthodes managériales qui sont à l'œuvre aujourd'hui est parfaitement montrée par la sociologue Danièle Linhardt. Les restructurations incessantes de services et les changements de missions dépossèdent les salariés de leurs savoirs, leurs expériences, leurs collectifs de travail, les prive de la sérénité dans le travail et les « précarise subjectivement », (expression de D. Linhardt), quand bien même ils ont des emplois stables. La perte de sens au travail s'accompagne de l'intégration par les salariés des principes néo-tayloriens d'économie permanente de temps et de coût. La logique rentabilité se réalise en démembrant les collectifs de travail, en atomisant les processus de production et les travailleurs eux-mêmes, jusque dans leur conscience, un processus aggravé aujourd'hui par le télétravail qui s'installe sans régulation. La question du travail, de sa qualité, de son sens, ne peut être dissociée de celle de l'emploi.

Le lieu de travail est parfois aussi le réceptacle des rapports de domination qui traversent l'ensemble de la société : racisme, sexisme, homophobie, rejet du handicap, discriminations de toutes natures, jusqu'au harcèlement et aux violences.

Cette question de l'aliénation et des dominations multiples sur le lieu de travail taraude en profondeur la société ; elle peut aussi devenir un facteur d'unification du salariat. Nous devons y être sensibles et l'intégrer fortement dans nos interventions.

C'est pourquoi la question de l'emploi est un fil directeur pour la mise en perspective de notre projet de société, qui vise à l'émanciper du « marché du travail ». Une société dont nous voulons qu'elle assure à chaque individu la sécurité du lendemain avec un revenu, un emploi ou une formation qu'elle :

- élargisse pour chacune et chacun le champ des possibles ;
- élève massivement les qualifications ;
- conjugue sécurité et liberté, y compris la liberté de choisir à la place de formations strictement professionnelles, des formations pour soi, pour son propre épanouissement, et repousser ainsi la frontière du travail contraint.

Cet horizon de liberté et de mobilité choisie répond à des aspirations profondes, en particulier dans la jeunesse, et au besoin de créativité humaine qu'implique l'état technologique actuel. La société est donc mûre pour s'y acheminer. Ce chemin passe par la conquêtes de pouvoirs sur l'économie : dans les entreprises et sur les entreprises, grâce à des espaces de délibération collective où salariés, citoyens, élus décideront, imposeront par leurs luttes, les projets qui leur semblent utiles et prendront la main sur les sources de financement que sont les profits et le crédit bancaire, accaparés aujourd'hui par le petit monde restreint et avide des affaires.

En associant à l'horizon d'une sécurité d'emploi ou de formation ces incontournables conquêtes de pouvoirs, nous portons un projet cohérent et révolutionnaire de transformation sociale.

C'est en étant pénétrés nous-mêmes des perspectives de changements profonds qui peuvent se construire à partir des batailles immédiates pour les salaires, pour des embauches dans les services publics, contre les licenciements et pour des projets de nouvelles productions écologiques, pour l'accès de toutes et tous à des formations librement choisies que nous donnerons à nos interventions une portée transformatrice, à laquelle l'intervention de Fabien le 21 novembre et nos actions de campagne après le 21 novembre donneront l'ampleur nécessaire.

Notre campagne emploi

La semaine d'actions du 9 au 16 octobre dans les fédérations

Elle entend partir « du terrain », avec les initiatives décentralisées des sections et fédérations dans la semaine du 9 au 16 octobre, en mettant l'accent sur les actions de proximité des sections. L'objectif est de montrer, par des actions publiques emblématiques, des besoins d'emplois qui existent concrètement dans chaque département en quantité et en qualité, en posant en même temps les exigences de sortie de la précarité, de revalorisation des salaires et de formation.

Cette semaine d'initiatives locales est utile pour au moins quatre bonnes raisons.

1. Elle est une première mise en mouvement des communistes pour un retour devant les entreprises et les milieux de travail, pour renforcer nos liens avec les syndicalistes et avancer vers notre objectif à plus long terme de structuration du parti dans les entreprises. Ces rencontres peuvent être l'occasion de créer les comités des jours heureux, dont la vocation est d'être à la fois des comités de soutien et des comités d'initiatives pour la campagne de Fabien Roussel.
2. Elle est une étape nécessaire pour réussir le rassemblement du 21 novembre. Avec l'expression de quelques cas emblématiques et les propositions portées par Fabien Roussel, il doit marquer le débat public présidentiel, l'amener sur ce terrain que beaucoup

de concurrents évitent, y compris à gauche, et nous identifier sur quelques propositions phares.

3. Savoir que dans toute la France, les organisations du parti mènent simultanément de façon visible des dizaines d'actions sur le même sujet politique ne peut que donner confiance dans notre capacité d'action collective nationale. C'est important quand on renoue avec une campagne présidentielle.
4. Enfin, il y aura un après 21 novembre. D'abord, dans la durée, la poursuite des rencontres de terrain et l'élargissement du soutien à notre candidat. Ensuite, selon la remontée des actions qui auront été réalisées, on peut imaginer des actions coordonnées au niveau national sur de grands services publics (santé, transports, éducation...), sur des filières (automobile, aéronautique, énergie...) ponctuées par des adresses de Fabien Roussel spécifiques à ces secteurs.

Quelques exemples concrets sur la semaine d'actions décentralisées

Les choix locaux dépendent des luttes, de l'implantation des forces du parti, des contacts existants avec le mouvement social et de bien d'autres considérations locales.

Idéalement, le déroulement des actions sur une semaine peut permettre plusieurs actions (au moins une par section) montrant la variété des besoins en emplois : publics/privés, services divers, filières de production.

- Il peut y avoir dans les zones rurales ou les quartiers populaires devenus des déserts en services publics des actions du type « reconquête de services publics sur notre territoire »
- Dans les terres d'industrie victimes des restructurations en cours, ce sera plutôt des actions en direction des entreprises, en mettant l'accent sur les compétences, les capacités de production, la réponse aux défis sociaux et écologiques.
- Les actions peuvent cibler les grands services publics : par exemple le secteur santé/aide à la personne (hôpital, médecine de ville, Ehpad, assistance à domicile, instituts de formation aux métiers de la santé) ou l'éducation (de la maternelle à l'université, en passant par le collège, le lycée) ou encore les secteurs de l'énergie, des transports, etc.
- Des fédérations s'orientent sur des actions symboliques et médiatiques devant les lieux censés réguler le marché du travail :
 - Pôle emploi, de plus en plus marginalisé par des services concurrents (par exemple celui mis en place par Xavier Bertrand dans les Hauts-de-France) ou des plateformes (Le bon coin, et autres). Pôle emploi est en difficulté pour assurer correctement ses missions, tant sur l'offre d'emplois que sur l'articulation avec la formation.
 - Nous pouvons aussi nous adresser prioritairement à la jeunesse en difficulté d'insertion, avec des actions devant les missions locales pour l'emploi ou encore aux femmes sur la question de l'égalité professionnelle, qui a reculé pendant la pandémie, de la précarité aggravée qui les frappe, en ciblant les lieux du travail féminisés et précarisés (centres commerciaux, etc.).

- On peut aussi cibler les banques : par exemple, localement, des cas de PME victimes du rationnement de crédit, une occasion pour rappeler notre proposition d'une nouvelle orientation des crédits bancaires avec des nationalisations et des institutions démocratiques nouvelles.

Quelques pistes pour une approche qualitative de l'emploi

Il y a besoin d'aborder en même temps que les créations d'emplois l'angle large de la qualité de l'emploi.

- La sortie de la précarité : des actions peuvent être menées contre le recours totalement abusif à l'intérim dans certaines filières : l'automobile par exemple, la reconnaissance des droits des travailleurs «ubérisés » ou poussés à l'autoentrepreneuriat.
- La revalorisation salariale : la reconnaissance des qualifications réelles, de l'utilité sociale (on sait ce qu'il en est des rémunérations des premiers de corvée qui ont tenu le pays debout pendant le confinement), autant de sujets qui sont au cœur de la question de l'emploi.
- L'exigence impérieuse d'un déploiement en grand de la formation, pour répondre aux besoins d'aide à personne, de santé, effectuer les transformations techniques et écologiques.
- Il y a un vrai sujet d'intervention sur les pénuries de main d'œuvre qui concernent des métiers en tension. Ce phénomène nouveau d'offres d'emplois qui ne trouvent pas preneur ne touche pas seulement les postes à faible qualification apparente où l'explication est à rechercher du côté des conditions de travail et de salaires, mais il atteint aussi des métiers qualifiés (chefs de projet informatique, développeur), voire très qualifiés (infirmiers, ingénieurs bureau d'études, ingénieurs systèmes et réseaux, techniciens de maintenance, soudeurs, etc.). Ces situations renvoient aux logiques économiques qui sont à l'œuvre.
- La désindustrialisation et les politiques d'austérité, qui finissent par rendre certaines filières de formation peu attractives, faute de débouchés ;
- la transformation de l'emploi en variable d'ajustement permanente. Le capital rejette les salariés hors de l'entreprise, retourne puiser dans l'armée de réserve en cas de besoin, mais il est pris à son propre piège lorsque l'armée de réserve a disparu.

La sécurité d'emploi ou de formation montre là encore non seulement son efficacité sociale, mais aussi son efficacité économique. Des expérimentations de sécurité d'emploi ou de formation peuvent être proposées, mises dans le débat public, en lien avec nos élus régionaux et départementaux. Par exemple, des pré-recrutements de jeunes pour pallier la désertion inquiétante des formations d'infirmières, d'aides-soignantes, aides à domicile, ou encore dans l'éducation, le transport ferroviaire. Ce sont des propositions portées par le MJCF. Dans les secteurs en mutation technologique, il y a besoin d'actions puissantes pour exiger la conversion du chômage partiel et de l'intérim en alternance emploi-formation.

Les modalités et les outils de mobilisation

Les modalités prévues pour la semaine d'octobre

De ce qui est remonté aujourd'hui des fédérations :

- des rassemblements et distributions de tracts devant les lieux ciblés ;
- des rencontres publiques organisées avec les salariés, usagers et syndicalistes ;
- accompagnés d'invitations à la presse.

Un point sera fait régulièrement par le pôle mobilisation et répercuté aux fédérations, pour mutualiser les propositions. Des actions percutantes médiatiquement sont souhaitables. Quelques propositions remontent déjà : un forum emploi formation tenu en pleine gare, avec l'aide des cheminots, un bureau d'embauche installé devant Pôle emploi. Toutes les audaces sont permises, la créativité des communistes est pleine de ressources !

Les outils de mobilisation

1. La distribution du 4 pages emploi, tiré à 1,7 millions d'exemplaires accompagné par exemple du tract d'annonce de l'initiative locale ;
2. Une pétition pourrait servir de support aux débats et rencontres. Sous l'objectif central du projet de sécurité d'emploi ou de formation, elle pourrait inclure les points suivants :
 - moratoires sur les suppressions d'emplois et de services ;
 - constitution d'un pôle financier public incluant la nationalisation de BNP Paribas et la Société générale, afin d'orienter les crédits bancaires vers le financement de projets démocratiquement élaborés, décidés et contrôlés par les travailleurs et les citoyens ;
 - nationalisation de quelques groupes stratégiques et pouvoirs des salariés dans les entreprises ;
 - conférences permanentes sur l'emploi, la formation, la transformation écologique établies aux niveaux local, régional, et la conférence nationale portant sur salaires/emploi/formation ;
 - sortie de l'austérité par des avances monétaires de la BCE à un fonds pour le développement des services publics.

Cette proposition est soumise à discussion. Elle a vocation à préparer et prolonger le rassemblement du 21 novembre.

La contribution des commissions nationales

Pour charpenter les prises de paroles locales, replacer les situations concrètes dans une perspective plus générale, il est proposé aux différentes commissions du parti de rédiger un court texte sur l'analyse globale qu'elles font de la problématique de l'emploi dans leur secteur : sont

sollicitées les commission santé, éducation, écologie, féminisme, entreprise, énergie, transport, économie et entreprises. Merci d'avance pour ces contributions.

Le rassemblement à Paris du 21 novembre

Il doit être un événement politique marquant. Des objectifs quantitatifs *a minima* ont été donnés aux fédérations, aboutissant à 2 600 personnes présentes. Ils devraient être largement dépassés, compte tenu de l'envie des communistes de témoigner de leur engagement dans la campagne, surtout quand on n'a pas tenu de stand à la fête de l'Humanité, comme c'est le cas dans beaucoup de départements de province.

Après, il y a la qualité du « lever de rideau », avant l'intervention de Fabien Roussel. Ce sont les actions marquantes de la semaine d'octobre qui guideront le choix des interventions et il est important qu'elles soient bien représentatives de ce qui se passe dans le pays.

Il y a enfin l'intervention de Fabien Roussel, qui va marquer notre campagne de quelques propositions fortes, dont il nous faudra assurer la diffusion. Nous espérons aussi marquer la campagne des autres forces politiques, faire réagir, lancer le débat public sur le sujet.

L'après 21 novembre

Le chapitre emploi de notre campagne ne va pas se refermer le 21 novembre puisqu'il est un axe structurant de notre projet et que les exigences sociales sont là. Pour être efficaces, nos actions doivent s'inscrire dans la durée. Il faudra poursuivre sur le terrain. Les contributions des fédérations sur les suites nationales à donner, leurs propositions seront les bienvenues. Des actions nationales plus ciblées, par secteur, pourront peut être s'organiser, à l'instar de ce que nous avons réussi sur GE : distribuer le même jour, le même tract dans tous les sites. Cela peut se reproduire dans d'autres filières ou pour de grands services publics nationaux avec, à chaque fois, une adresse de Fabien Roussel spécifique aux salariés du secteur.

Le refoulement de l'emploi dans le débat politique

La question de l'emploi est aujourd'hui largement refoulée par l'ensemble des forces politiques et leurs candidats, sauf l'extrême droite qui en fait un sujet de préférence nationale et de diffusion de son idéologie xénophobe.

A droite, où l'emploi a souvent été opposé à la feuille de paye, le terrain devient plus délicat sur le plan des idées puisque l'insolence des profits et l'urgence de la question du pouvoir d'achat la contraignent à s'engager, du moins verbalement, sur le besoin d'augmenter les salaires ce qui, dans son mode de pensée, ne peut que jouer contre l'emploi. Mais le salarié reste largement responsable de sa situation personnelle. Il lui revient de gérer son « capital humain » pour devenir une force de travail « employable » et corvéable aux conditions du marché.

La macronie va surtout s'employer à enfumer le sujet et prouver contre toute réalité l'excellence de son bilan.

A gauche, la fameuse phrase de François Mitterrand « *contre le chômage on a tout essayé* » pèse toujours sur les perceptions : le sentiment d'une certaine impuissance. Dans la social-démocratie comme chez les écologistes, il y a toutefois l'espérance que des investissements dans le capitalisme vert et une redistribution plus équitable des revenus vont créer des emplois.

Mais les plus lucides anticipent aussi les destructions associées à ces mutations, dont ils ne contestent pas le pilotage par la finance. D'où le revenu d'existence. Il partage avec notre projet l'objectif d'une continuité de revenu tout au long de la vie, mais il bute sur la question du financement, dès lors que la gestion de l'économie est laissée au capital. Il accepte la fatalité du chômage et de la déperdition de revenus qui va avec. Il est le symbole du renoncement à l'emploi pour toutes et tous car la vision sous-jacente est celle d'une séparation entre le social, lieu d'intervention politique, et l'économique, dont les règles, normes et critères, sont censés obéir à des lois « naturelles » auxquelles il faut bien s'adapter.

« L'Etat employeur en dernier ressort », proposé par la France insoumise, rencontre les limites de la redistribution par l'impôt, et ne peut aboutir qu'à des « petits boulots », au lieu de porter le fer sur des alternatives aux gestions capitalistes.

Le rappel de ce qui nous différencie des autres forces de gauche ne nous conduit pas pour autant à une campagne agressive, ne nous fait pas non plus oublier que l'adversaire, ce sont les droites et l'extrême droite. Mais la connaissance fine des projets des uns et des autres, avec leurs points communs et leurs divergences, leur mise en débat public et leur confrontation pour faire appel à une intervention citoyenne éclairée sont les garants d'une vie démocratique à la hauteur des enjeux actuels.

L'action politique du Parti communiste sur l'emploi, avec la portée transformatrice d'une visée de sécurité d'emploi ou de formation qui émancipe des rapports capitalistes, tout en prenant appui sur les luttes, les aspirations sociales, écologiques et sociétales, est une bouffée d'oxygène dans une gauche qui est aujourd'hui à la peine pour répondre aux immenses défis de notre époque.